

IMMIGRATION CHOISIE : OÙ EST LE PROBLÈME ?

Par Claude MONIQUET, président de l'ESISC

Avec sa fougue habituelle, **Nicolas Sarkozy** a tendu à ses adversaires les verges pour se faire battre : en prônant la création d'un « ministère de l'Immigration et de l'Identité française », le voilà accusé de racisme. Mauvais procès qui permet à ses adversaires en manque de programme de se faire passer pour les champions de la démocratie et, surtout, leur donne l'occasion d'éclipser le fond du problème : l'immigration choisie.

La petite phrase de Monsieur Sarkozy a, donc, déchaîné l'offensive de ses contempteurs. Ainsi a-t-on vu Madame **Marie-Georges Buffet** décréter que le candidat de l'UMP était « *dangereux pour la démocratie* ». Une déclaration qui ne manque pas de sel pour la candidate du dernier parti (représenté au Parlement) à se dire « communiste » en Europe et, donc, à se réclamer du formidable bilan du communisme : cent millions de morts au bas mot.

Madame Royal et Monsieur Bayrou – dont l'histoire dira peut-être qu'ils furent les deux candidats les plus creux de l'histoire de la Cinquième république mais qui sont tous deux les idoles des Bobos -, se sont fendus de leurs mots assassins. Pour M. Bayrou (qui n'en revient sans doute pas d'être devenu le chouchou des sondages) Nicolas Sarkozy a « *franchi une frontière* », tandis que Mme Royal, magnifique produit fabriqué par ceux qui, au PS, ont compris qu'une femme était leur seule chance de revenir au pouvoir, estime la proposition « *assez ignoble* ». Même **Monsieur Montebourg** que son passé récent devrait amener à plus de discrétion – on se rappelle qu'il avait affirmé à la télévision que le handicap de Mme Royal, c'était son Compagnon, François Hollande, ce qui lui a valu « un mois de suspension » par la candidate de « l'ordre juste » - accuse Nicolas Sarkozy de *faire le lit du lepénisme*.

Nous en convenons, la formule était maladroite et un « *ministère de l'Identité nationale* » n'aurait aucun sens. Mais **cette polémique a surtout été lancée, nous semble-t-il, pour occulter le vrai et grand débat, nécessaire, lui : celui du contrôle de l'immigration, que ce contrôle passe par un ministère dédié ou non.** Qui niera que l'immigration « non contrôlée » pose problème. Qui osera dire que l'immigré non instruit et amenant parfois des comportements inacceptables pour la société d'accueil ne posent pas problème ? Qui prétendra que le voile des adolescentes, l'excision des petites filles, le refus de laisser une épouse se faire soigner par un médecin de sexe masculin, les salles prières sur les lieux de travail ou les piscines à horaires différenciés pour hommes et femmes sont, pour ne prendre que quelques exemples, des progrès dont la société française peut s'enorgueillir ? **On ne naît pas, ailleurs qu'en France, avec un droit inné à s'installer dans l'Hexagone : jusqu'à preuve du contraire, c'est encore à la communauté d'accueil de fixer les conditions de l'immigration.**

Les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, trois terres d'immigration historique imposent depuis toujours une « immigration choisie » : par quota de nationalités et de métiers. Est-ce là du racisme ? Les immigrés y réussissent-ils moins bien leur intégration ?

Accusera-t-on sérieusement le ministre de l'Intérieur, d'origine immigrée et qui a choisi comme porte-parole Madame Rachida Dati, d'être raciste? De telles insinuations ne relèvent que de la basse politique. La gauche angélique de Madame Royal et le centre mou de Monsieur Bayrou feraient mieux de s'attaquer aux vrais problèmes.

Certes, le racisme doit être mieux combattu en France et il faut donner nettement plus de chance à l'intégration, mais « l'immigration choisie » n'est-elle pas, précisément, un pas positif vers une meilleure intégration? C'est là, à notre avis, dans cette lamentable polémique, la seule question qui mérite réellement d'être posée.